



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

de la zone de défense et de sécurité Sud

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande relatif à l'entretien et à la maintenance des stands de tir de la zone Sud

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2025-06-37**

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet et contexte de l'accord cadre.....	3
1.2	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution.....	5
1.3	Reconduction.....	5
1.4	Engagement sur un montant maximum annuel.....	5
1.5	Condition d'affermissement des tranches.....	6
1.6	Modalités d'émission de bons de commande.....	6
1.7	Redressement ou liquidation judiciaire.....	7
1.8	Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre.....	7
2	Pièces contractuelles.....	7
3	Conditions générales d'exécution.....	8
3.1	Clause sociale.....	8
3.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	8
3.3	Obligations générales des parties.....	9
3.4	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	9
3.5	Protection de l'environnement.....	9
4	Conditions particulières d'exécution.....	10
4.1	Bons de commande.....	10
4.2	Conditions de livraison.....	10
4.3	Garantie.....	12
4.4	Langue.....	12
4.5	Responsabilités et obligations particulières.....	12
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	14
5.1	Définition et respect des délais d'exécution.....	14
5.2	Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.....	14
6	Prix.....	14
6.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	14
6.2	Forme du prix.....	15
6.3	Modalités de révision des prix.....	15
6.4	Evolution de gamme.....	17
7	Clause de financement et de sûreté.....	17
7.1	Retenue de garantie.....	17
7.2	Avance.....	17
8	Modalités de règlement des comptes.....	18
8.1	Présentation des demandes de paiement.....	18
8.2	Modalité de paiement.....	19
8.3	Modification des coordonnées.....	19
9	Pénalités.....	19
9.1	Modalités d'application des pénalités.....	19
9.2	Pénalités pour retard.....	19
10	Clause de réexamen.....	20
11	Résiliation.....	21
12	Droit et langue.....	21
13	Dérogation au CCAG FCS.....	21

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet et contexte de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent l'entretien et la maintenance des stands de tirs de la zone Sud et concerne 37 stands de tir de la zone sud sur les 21 départements.

Les structures de formation des forces de sécurité intérieure (FSI) utilisent à haute intensité les infrastructures de tirs. La police et la gendarmerie nationales (PN & GN) possèdent un nombre limité de sites étatiques spécifiquement aménagés pour la formation au tir. Ces derniers sont parfois contraints d'utiliser en complément des stands de tir de club extérieurs sous statuts civil ou militaire, sportifs ou professionnels...

Le pouvoir adjudicateur souhaite faire évoluer sa stratégie achat en mettant l'accent sur le maintien en condition opérationnelle (MCO) permanent des stands de tir domaniaux tout en intégrant les objectifs gouvernementaux (soutien aux PME innovantes, performance économique, responsabilité sociétale, protection environnementale...).

Le périmètre du présent marché se limite aux trente-sept (37) stands de tir dont l'État - Ministère de l'Intérieur - est propriétaire (37 tunnels au 1er octobre 2025). La réactivité des prestataires est recherchée afin de limiter au maximum l'indisponibilité des infrastructures de tir zonales. En cas de non réactivité du prestataire sous 10 jours calendaires, des moyens coercitifs sont imposés : pénalités importantes et possibilité pour le service gestionnaire de faire appel à un des autres prestataires limitrophes.

Les prestations sont réparties en 10 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après :

N° de lot	Intitulé du lot	Code CPV
1	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour. Zone 1 : Provence Marseille (04-13-84-83) et Alpes-Côtes-d'Azur (06)	50324200-4 90660000-1 90650000-8 90660000-1 90523000-9 90650000-8
	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des	50324200-4 90660000-1 90650000-8

2	rideaux balistiques anti-retour Zone 2 : Occitanie (Languedoc-Roussillon) – Montpellier (30 – 84) - Toulouse (31- 32- 66 - 11)	90660000-1 90523000-9 90650000-8
3	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour Zone 3 : Corse (2A - 2B)	50324200-4 90660000-1 90650000-8 90660000-1 90523000-9 90650000-8
4	Entretien et maintenance des buttes de tir caoutchouc et remplacement des rideaux balistiques	50324200-4 90660000-1 90650000-8 90660000-1 90523000-9 90650000-8
5	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 1 : Provence Marseille (04-13-84-83) et Alpes- Côtes-d'Azur (06)	50324200-4 50514300-4 71315410-6
6	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 2 : Occitanie (Languedoc-Roussillon) – Montpellier (30 – 84) - Toulouse (31- 32- 66 - 11)	50324200-4 50514300-4 71315410-6
7	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 3 : Corse (2A - 2B)	50324200-4 50514300-4 71315410-6
8	Analyse et prélèvement des taux de pollution au sein des infrastructures de tir – test de la qualité de l'air	33954000-2 90715100-3 90714400-9 90715200-4
9A	Nettoyage du stand de tir (dept 04-06-83)	90910000 9092000-2
9B	Nettoyage du stand de tir (dept 13-84)	90910000 9092000-2

Cet accord cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations de chacun des lots, lesquels seront exécutés au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution

Chaque accord cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de deux (2) ans.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

1.3 Reconduction

L'accord cadre est renouvelable 1 fois pour une période de deux ans par **reconduction tacite**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord cadre, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de deux mois avant la date d'échéance.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction de l'accord cadre.

1.4 Engagement sur un montant maximum annuel

Le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° de l'article R2162-4 du code de la commande publique à savoir :

N° de lot	Intitulé du lot	Montant maximum HT/an
1	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour. Zone 1 : Provence Marseille (04-13-84-83) et Alpes-Côtes-d'Azur (06)	652 011,67 €
2	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour Zone 2 : Occitanie (Languedoc-Roussillon) – Montpellier (30 – 84) - Toulouse (31- 32- 66 - 11)	652 011,67 €
3	Entretien et maintenance des buttes de tirs et dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour Zone 3 : Corse (2A - 2B)	652 011,67 €
		652 011,67 €

4	Entretien et maintenance des buttes de tir caoutchouc et remplacement des rideaux balistiques	
5	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 1 : Provence Marseille (04-13-84-83) et Alpes-Côtes-d'Azur (06)	652 011,67 €
6	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 2 : Occitanie (Languedoc-Roussillon) – Montpellier (30 – 84) - Toulouse (31- 32- 66 – 11)	652 011,67 €
7	Entretien et maintenance de la centrale de traitement de l'air (CTA) et remplacement des filtres ainsi que des travaux d'entretiens liés à la filtration. Zone 3 : Corse (2A – 2B)	652 011,67 €
8	Analyse et prélèvement des taux de pollution au sein des infrastructures de tir – test de la qualité de l'air	652 011,67 €
9A	Nettoyage du stand de tir (dept 04-06-83)	652 011,67 €
9B	Nettoyage du stand de tir (dept 13-84)	652 011,67 €

1.5 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.6 Modalités d'émission de bons de commande

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutes les prestations feront l'objet de bons de commandes avant exécution. Ils seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Le délai d'exécution sera fixé en conséquence dans le bon de commande.

1.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.8 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
Pôle politique et performance des achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14
Courriel : sgamisud-dagf-bcpa-politiquedachat@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CCP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- L'offre technique du titulaire ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

3 Conditions générales d'exécution

3.1 Clause sociale

Sans objet.

3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ⌚ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- ⌚ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- ⌚ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- ⌚ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- ⌚ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.3 Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

3.4 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaires à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne

absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

3.5 Protection de l'environnement

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

4 Conditions particulières d'exécution

4.1 Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre. L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin. La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire **par mail** (avec confirmation de mail pour notification).

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- les références du marché ;
- la nature de la prestation ;
- le lieu de livraison de la commande ;
- le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable)
- le délai de livraison de la commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

4.2 Conditions de livraison

Les modalités de livraison sont indiquées dans les CCTP.

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage dans les différents sites concernés par l'accord-cadre.

Les matériels, les documentations, les licences initiales et les évolutions des matériels fournis sont délivrés au nom de l'acheteur.

4.2.1 Emballage

Le prestataire devra s'assurer que l'emballage garantit le bon acheminement des approvisionnements concernés (polystyrène, carton adapté, etc.).

L'emballage des matériels est à la charge du fournisseur.

Pour emballer ses fournitures, le titulaire est incité à utiliser des matériaux recyclables ou bénéficiant d'un écolabel garantissant le respect de l'environnement. En toute hypothèse, le titulaire devra reprendre ses emballages après livraison.

4.2.2 Transport

Le titulaire est responsable du mode de transport des produits dans les conditions fixées à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Pour réaliser la livraison, le prestataire est incité à utiliser des véhicules qui fonctionnent avec des énergies propres.

4.2.3 Livraison

Les lieux et dates (ou délais) de livraison seront mentionnés dans chaque bon de commande.

Ils présentent un caractère objectivement impératif. Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le titulaire a l'obligation d'assister les services de l'acheteur afin de respecter les délais et les conditions matérielles de livraison des approvisionnements.

Les livraisons devront être effectuées dans tout site de l'acheteur dont l'adresse sera précisée au bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée à l'acheteur.

Les livraisons s'effectuent pendant les jours et heures ouvrables. Les horaires de réception vous seront communiqués pour chacun des lots ultérieurement.

Les colis doivent être remis au correspondant du site par les livreurs au lieu précis indiqué sur le bon de commande.

(Facultatif et si besoin) :

Au cours des livraisons dans l'enceinte des sites, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

L'intervention des entreprises se faisant dans des sites potentiellement pollués par le plomb, les gaz issus de la combustion des charges propulsives ou en présence de résidus de poudres imbrûlées classées très inflammables, ces dernières doivent appliquer les mesures et mettre en œuvre les dispositifs de protection afin de préserver la santé et la sécurité de leurs personnels comme ceux présents sur le site.

Toute action imposant l'utilisation d'eau imposera un stockage, une évacuation en conteneur spécifique et un retraitement en vu de la rendre "évacuable" dans le réseau collectif. Un PV sera transmis au service gestionnaire à l'issue afin de contrôler le bon déroulement de cette procédure.

4.2.4 Documents à fournir

Pour chaque livraison, le titulaire devra remettre un bon de livraison sur lequel seront indiqués :

- Le nom de l'expéditeur,
- Le numéro de la commande
- L'adresse de livraison
- La date de livraison
- Le nombre de colis livrés
- La désignation et la référence du produits
- Les quantités livrées
- Les articles manquant restant à livrer

4.3 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie, sans supplément de prix, dans les conditions définies ci-dessous.

Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

4.4 Langue

Toutes les notices, conditions d'utilisations du matériel ou produit livré doivent être écrites en français.

4.5 Responsabilités et obligations particulières

Les conditions d'exécution, responsabilités et obligations particulières sont indiquées dans les CCTP.

4.6 Réception

A la fin de chaque intervention sera daté et signé entre le titulaire et le chef de service du site concerné ou son représentant un bon d'intervention fixant les garanties ainsi que la responsabilité du titulaire.

Sur service fait obligatoire, le titulaire pourra déposer sa facture électronique, le bon d'intervention contresigné et impérativement le certificat de dépollution pour les lots 1/2/3/4/5/6/7.

4.7 Documents fournis après exécution

Classeur d'entretien et registre de sécurité mis à disposition sur le site : à l'issue de chaque visite, le titulaire doit le compléter en mentionnant, la date de visite et l'objet de celle-ci puis apposera son cachet et sa signature contresigné par le service gestionnaire local.

Bordereau de suivi des déchets dangereux (filtres saturés de plomb...) : émis à chaque direction cliente et au SGAMI/DI à l'issue de la prestation et obligatoirement avant d'établir le service fait.

Rapport d'exploitation par site : établi à l'issue des différentes vérifications exécutées par le prestataire. Il doit permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité et la santé des personnels et de la conformité des installations. Il doit localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Rapport d'exploitation annuel: synthèse reprenant les non-conformités et les modifications apportées suite aux différentes vérifications réalisées sur les sites. Indique le calendrier des passages annuels réalisés et proposera des améliorations si besoin. Celui-ci sera transmis au SGAMI/DI et à l'AMO avant la fin du mois de janvier (sous 31 jours calendaires) de l'année N+1. Une matrice type sera fournie au titulaire afin de normaliser les documents.

POINTS PARTICULIERS SOULEVÉS PAR LE TECHNICIEN :

- modalités de paiement : le titulaire du marché joint à sa facture électronique le rapport d'intervention ainsi que le certificat de dépollution ;
- vêtements de travail reconnaissables avec Logo de l'entreprise et parfaite identification du responsable de l'équipe d'intervention ;
- les personnes désignées préalablement par le titulaire sont les seules à être autorisées à intervenir sur les sites. La liste des personnels sera communiquée au maître d'ouvrage (MO) dans les 15 jours suivant notification du marché avec copie recto/verso couleur lisible des CNI numérisées sur un format A4 une seule face par CNI. Cette liste sera actualisée chaque année avant le 31 janvier. En cas de

changement de personnel en cours d'année, l'entreprise adressera un mémo au MO ainsi qu'au service gestionnaire local 15 jours minimum avant toute intervention ;

- le candidat s'engage sur ses délais d'intervention (annexe à l'acte d'engagement) - il n'y aura pas de notation mais de fortes pénalités.

5 Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Définition et respect des délais d'exécution

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces du marché sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire, leurs sous-traitants éventuels et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces du marché et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées au présent CCAP et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés au marché.

5.2 Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications, il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

5.3 Admission, ajournement, réfaction ou rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

6 Prix

6.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement (ATTRI1) du lot choisi et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Dans le cas où le titulaire de l'accord cadre met à disposition de l'acheteur un accès internet, il devra, après notification du marché, mettre les prix et le taux de remise, en cohérence avec ceux proposés dans l'offre.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

6.2 Forme du prix

Les prix sont unitaires et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires des prestations sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont définitifs et révisibles.

6.3 Modalités de révision des prix

6.3.1 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année d'exécution. Ils sont ensuite révisibles par ajustement à partir de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre, par application de la formule ci-dessous :

$$P = P_o (0,15 + 0,70 \text{ ICHTTS1/ICHTTS1}_o + 0,15 \text{ FSD1/FSD1}_o)$$

Indice ICHTTS1 = valeur de l'indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Électriques

Indice FSD1 = valeur de l'indice des prix des frais et services divers

P = prix révisé des prestations au début de la période de reconduction

P_o = prix des prestations au mois de la remise de l'offre (mois «zéro»)

ICHTTS1 = valeur de l'indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Électriques (ICHTTS1) paru au Moniteur du bâtiment et des travaux publics au début de la période de reconduction.

ICHTTS1_o = valeur initiale de l'indice ICHTTS au mois zéro.

FSD1 = valeur de l'indice des prix des frais et services divers paru au Moniteur du bâtiment et des travaux publics au début de la période de reconduction.

FSD1o = valeur de l'indice FSD au mois zéro.

Les prix sont ajustables par référence aux tarifs du titulaire des matériels répertoriés dans son catalogue contractualisé en vigueur.

Le changement de tarifs (ajustement) ne sera pris en compte que si le(s) nouveau(x) document(s) tarifaire(s) de référence a (ont) été dûment notifié(s) à l'acheteur avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. La date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs ne pourra en aucun cas être antérieure à la date de réception du nouveau tarif.

La communication de ces nouveaux tarifs s'effectuera par courriel adressé au représentant de l'acheteur avec les nouveaux tarifs en pièces jointes et au format PDF ou au format compressé « zip » si plusieurs documents PDF).

La remise annoncée dans l'acte d'engagement restera inchangée pour toute la durée d'exécution du contrat.

6.3.2. Index de révision de prix :

Lots	Index de révision
Lots 01,02,03,04	BT41
Lots 05,06,07	BT41
Lot 08	BT41
Lots 09A et 09B	CPF 81.22

6.3.3 Modalités de transmission de révision des prix :

La demande de révision des prix doit être transmise deux (2) mois avant la prise d'effet de la révision à l'adresse mail suivante : sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr

Cette demande doit contenir les éléments suivants :

- Détail du calcul de la révision des prix ;
- Mention des indices utilisés pour le calcul de la formule ;
- Taux de révision résultant du calcul de la formule ;
- Annexes financières modifiées, incluant les prix conclus à la notification du présent marché et les prix révisés (au format modifiable et PDF signé).

Les annexes devront mentionner l'ensemble des révisions des prix appliquées sur les années antérieures.

En cas de non-transmission de la demande de révision des prix dans les délais mentionnés ci-dessus, les prix sont réputés inchangés.

6.3.4 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de rechercher si des prix moins élevés sont pratiqués par une autre société ou de procéder à un contrôle des prix auprès des autres distributeurs.

Si le barème pratiqué par le titulaire n'est plus compétitif avec des entreprises concurrentes, l'acheteur pourra demander au titulaire de s'engager à lui notifier son nouveau barème avec un mois de préavis.

L'acheteur se réserve le droit de le rejeter et de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

6.3.5 Promotion

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'Administration.

Dans le cadre d'une promotion générale sur un matériel, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent accord-cadre à bons de commande ou le prix remisé, l'acheteur bénéficiera des conditions de la promotion. Ces conditions promotionnelles, pour leur durée d'application ne remplacent pas le taux de remise sur la durée contractuelle du contrat.

6.4 Evolution de gamme

Dans le cas où, en cours de marché, le fournisseur ne serait plus en mesure de se procurer la gamme proposée au BPU, une proposition de gamme équivalente voire supérieure en valeur technique, sans changement des conditions financières et avec un délai de livraison identique sera proposée par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra procéder à l'envoi au(x) représentant(s) de l'acheteur d'un courrier en recommandé avec accusé de réception 1 mois avant la mise en place de cette nouvelle gamme, mentionnant :

- Les justifications du changement de gamme ;
- Les références exactes du ou des nouveaux produits accompagnées des fiches techniques correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter cette proposition d'évolution qui sera alors contractualisée par avenant.

7 Clause de financement et de sûreté

7.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- Eléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné et
- les références du bon de commande émis par l'administration
- les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MI5PLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;

- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **11000201100044**

8.2 Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

8.3 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

9 Pénalités

9.1 Modalités d'application des pénalités

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires du marché, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, en aucun cas les pénalités ne seront plafonnées ou exonérées.

9.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui ci encourt sans observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont le montant forfaitaire est détaillé ci-dessous.

Les pénalités s'entendent pour chaque manquement dûment constatée par le pouvoir adjudicateur. Elles sont cumulables entre elles. Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

- Retard suite à l'intervention planifiée ou non réalisée dans les 10 jours suivant la saisine : 250 euros / jour de retard calendaire de retard ;
- Non remise de l'ensemble des documents après intervention dont fiche de dépollution : Rejet immédiat de la facture ;
- Non remise de la fiche de dépollution à J+30 : 500 euros forfaitaire par mois de retard en sus du rejet de la facture ;
- Retard pour remise du bilan annuel : 100 euros / par jour calendaire de retard ;
- Non remise du bilan annuel au 31 mars N+1 : 500 euros forfaitaire par semaine (7 jours calendaires) de retard en sus des 100 €/jour ;
- Retard dans l'exécution de travaux commandés : 500 euros / par jour calendaire de retard selon planning établi préalablement et contractualisé sur devis.
- SIGNALÉ - Retard dans le remplacement des filtres de la CTA : 1.000 euros / par jour calendaire de retard (délai d'intervention contractuel inférieur à 30 jours calendaires maximum)
- Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.
- Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements, refus de produire les pièces prévues ou falsifiées, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire ou exécuté aux frais du titulaire ;
- Absence de mise à jour du classeur d'entretien après intervention: 50 €;
- En cas de non remplacement des filtres de la CTA dans les trente (30) jours calendaires, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire ou exécuté aux frais du titulaire en faisant dans un premier temps appel à un des autres titulaires d'un lot similaire dans une des quatre (4) autres Régions, puis, dans un second temps, à toute entreprise habilitée et disponible ;
- Suppression des pénalités pécuniaires liées au dépassement du délai de réponse à une demande de devis ou d'intervention ainsi que la non-exécution d'une prestation par : absence de réponse sous 15 jours calendaires ou d'intervention sous 30 jours calendaires, le titulaire perd l'exclusivité sur cette commande. Le service prescripteur pourra faire appel à un autre opérateur économique (titulaire ou non d'un autre lot du présent marché ou d'une autre Région ou non).

10 Clause de réexamen

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- Ajouts ou modifications de prix unitaires ou de références de produits ;
- Ajouts de nouveaux sites ou de nouvelles installations techniques ;
- Prolongation des délais d'exécution ;
- Lorsque des circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution du marché ;
- Augmentation du montant maximum annuel hors taxes si la consommation d'un lot dépasse le montant de 600 000 € HT annuel.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

11 Résiliation

Les dispositions du CCAG – FCS s'appliquent.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.8 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art 9.1 du CCAP relatif au modalité d'application des pénalités	Article 14.1.2 Article 14.1.3
Art. 9.2 du CCAP relatif au	Article 14.1.1

pénalité de retard	
--------------------	--